



Loi El Khomri, démantèlement du réseau, bornes CAF, remise en cause des RAN et des règles de gestion..

Une seule réponse, LA GREVE

Les organisations syndicales CGT, FO, FSU, Solidaires, UNEF, UNL, FIDL appellent l'ensemble des salariés, privés d'emploi, étudiants, lycéens, retraités et la fonction publique à se mobiliser à nouveau par la grève et à participer massivement aux manifestations le 28 avril prochain pour le retrait de la loi El Khomri.

Alors que la mobilisation contre la destruction du Code Travail continue de se développer chez les salariés du public et du privé, la DDFIP 93 a dévoilé son plan ASR (Adaptation Structure Réseau) lors de deux comités techniques fin mars et début avril :

- Attaque contre les trésoreries mixtes avec la fusion des parties recouvrement sur les SIP : la trésorerie de Tremblay sur le SIP de Livry-Gargan, d'Epinais sur le SIP de Saint-Ouen, de Stains sur le SIP de Saint-Denis.
- Disparition progressive des trésoreries Impôts avec la fusion de la TP Aulnay sur le SIP de Villepinte, celle de Gagny sur le SIP du Raincy, celle de Bondy sur le SIP de Noisy-le-Sec (sauf création d'un SIP sur Bondy)
- Éclatement de la trésorerie de La Courneuve municipale entre celles du Blanc-Mesnil et d'Aubervilliers, la trésorerie mixte de Bagnolet étant démembrée entre le SIP et la municipale de Montreuil
- Disparition des parties hospitalières des trésoreries de Montreuil et Montfermeil fusionnées sur Gagny
- Fusion de tous les services enregistrement sur la DDFIP Moulin (ex-Trésorerie Générale)
- Mise en place de bornes CAF pour calculer la prime d'activité dans les halls de tous les SIP comptables !

Dans le même mouvement, la DDFIP a annoncé son projet de fusion de plusieurs RAN, faisant passer de 11 à 7 les RAN sur le département : fusion des RAN de Saint Denis et Saint Ouen, des RAN de Montreuil et Noisy-le-Sec et pour finir fusion des RAN de Pantin, Aubervilliers et Bobigny.

Pour la CGT Finances Publiques, c'est NON !

Hors de question d'accepter le démantèlement de nos structures et du réseau, hors de question d'accepter des RAN de plus en plus immenses afin de pouvoir balader les agents de restructurations en restructurations à la bonne volonté de la direction départementale.

Avec le passage à 3 ans dans la spécialité pour tous les nouveaux entrants C, ce sera 3 ans d'ALD sur des RAN gigantesques pour les nouveaux agents. 3 ans en ALD, ça veut dire qu'en cas de restructuration ou de fermeture aucune obligation de maintien sur la mission et un déplacement sur des zones toujours plus grandes et bien évidemment sans primes de restructuration.

La CGT Finances Publiques 93 a pris contact avec les élu(e)s et avec les Unions Locales CGT concernés par toutes ces fermetures afin d'organiser la mobilisation de la population pour la défense d'un service public de proximité, proximité aussi bien pour les agents que pour les usagers.

Mais ce combat pour le maintien des postes doit aussi se coupler avec notre combat pour le comblement de toutes les vacances d'emploi sur le département, seule garantie de pouvoir travailler dans des conditions supportables sur nos sites.

Après l'annonce du projet de mouvement des agents C, nous sommes déjà record de France des vacances d'agents C avec 267,5 agents manquants au premier septembre (avant arrivée des reçus au concours).

Le combat exemplaire par la grève des agents du CFP de Vierzon pour le comblement des emplois nous a montré que la lutte paye si nous sommes unis ensemble sur nos revendications !

Nous ne savons pas encore quel sera le poids des vacances d'emploi sur le département pour les contrôleurs et les inspecteurs, mais nous savons par expérience à quel point nous sommes impactés par les mutations.

Face à toutes ces attaques contre les agents et le service public, nous lançons un appel aux agents de la DDFIP 93 à se réunir en assemblées générales lors des heures syndicales qui seront organisées durant le mois de mai sur tous les sites du département pour préparer la grève jusqu'au retrait !

**UNITE PUBLIC PRIVE POUR LE RETRAIT DU PROJET DE LOI TRAVAIL !
DEFENSE DU STATUT DE LA FONCTION PUBLIQUE !**

Attention : nous sommes aussi tous concernés par le combat contre la réforme du Code du Travail qui se développe chez les salariés du privé comme du public. Si jamais le Code du Travail et les conventions collectives tombent sous les coups du gouvernement, le Statut de la Fonction Publique suivra de peu : les projets RIFSEEP de casse des régimes de primes et PPCR pour la remise en cause des statuts sont sur les rails mais si le gouvernement est bloqué sur le projet de loi El Khomri, c'est l'ensemble de sa politique qui sera remis en cause.

C'est pourquoi nous appelons tous les agents à s'inscrire dans les mobilisations et les grèves qui vont se poursuivre durant ce mois de mai pour le retrait total du projet de loi El Khomri.

Si nous bloquons ce projet c'est l'ensemble de la politique du gouvernement qui sera mise en échec !

✘ Le 28 avril, appel à la grève interprofessionnelle dans tout le pays pour le retrait de la loi travail

✘ L'appel à la mobilisation du 1^{er} Mai

À l'appel les syndicats CGT, FO, Solidaires, FSU, Unef, UNL et Fidl.

RENDEZ-VOUS SOUS LE BALLON DE L'UD CGT 93 !